

La badgeuse doit-elle alerter l'employeur en cas de dépassement de la durée maximale de 48 heures par semaine ?

Réponse courte

Le Code du travail n'impose pas un mécanisme d'**alerte automatique** dans le système de pointage. Toutefois, l'article [L.211-12](#) fixe une durée maximale de **48 heures** par semaine, et le [registre du travail](#) (article [L.211-29](#)) oblige à inscrire toutes les prolongations. L'employeur a une obligation de résultat sur le respect du plafond, ce qui rend indispensable un dispositif de détection des dépassements.

L'absence d'alerte n'est pas en soi une infraction, mais le **dépassement effectif** engage la responsabilité de l'employeur. L'[ITM](#) peut infliger une amende de **251 à 25 000 EUR**. Un système sans détection des dépassements place l'employeur dans l'impossibilité pratique de respecter son **obligation légale**, ce qui constitue un risque majeur en cas de contentieux devant le tribunal du travail.

Définition

L'**alerte de dépassement** est une fonctionnalité de la [obligation de pointage](#) qui avertit l'employeur ou le responsable RH lorsque le cumul des heures travaillées par un salarié approche ou dépasse les seuils légaux. Elle ne constitue pas une obligation légale autonome mais un outil de conformité.

La **durée maximale de travail** est fixée à 10 heures par jour et 48 heures par semaine par l'article [L.211-12](#) du Code du travail. Ce plafond s'applique à tous les salariés, sauf dérogations conventionnelles encadrées.

Conditions d'exercice

Le respect de la durée maximale implique des obligations de suivi pour l'employeur.

Critère	Détail
Durée maximale journalière	10 heures (art. L.211-12)
Durée maximale hebdomadaire	48 heures (art. L.211-12)
Durée normale	8h/jour, 40h/semaine (art. L.211-5)
Registre obligatoire	Toutes les prolongations doivent être inscrites (art. L.211-29)
Cadres supérieurs	Exemptés de la réglementation sur les heures supplémentaires (art. L.211-27)
Sanctions	251 à 25 000 EUR en cas de non-conformité (art. L.211-30)

Modalités pratiques

La mise en place d'alertes de dépassement suit une logique de prévention.

Étape	Détail
Seuil d'alerte journalier	Configurer une alerte à 9 heures pour anticiper le dépassement de 10 heures
Seuil d'alerte hebdomadaire	Configurer une alerte à 44 heures pour anticiper le dépassement de 48 heures
Destinataires	Notifier le responsable hiérarchique et le service RH
Escalade	Prévoir un second niveau d'alerte au seuil légal exact
Blocage optionnel	Envisager un blocage du pointage au-delà du plafond, sauf validation managériale
Traçabilité	Conserver l'historique des alertes émises et des actions correctives

Pratiques et recommandations

Configurer des seuils d'alerte progressifs dans le système de pointage pour permettre une réaction avant le dépassement effectif de la durée maximale légale.

Notifier simultanément le responsable hiérarchique et le service RH lorsque le seuil d'alerte est atteint, afin de permettre une décision éclairée sur la poursuite ou l'arrêt du travail.

Documenter chaque dépassement constaté et les mesures correctives prises, car l'ITM peut demander à consulter ces informations lors d'un contrôle.

Vérifier que le système prend en compte l'ensemble du temps de travail, y compris les heures prestées sur des sites différents ou dans des services distincts.

Adapter les seuils d'alerte aux dérogations conventionnelles applicables, notamment les périodes de référence étendues qui modifient le calcul de la moyenne hebdomadaire.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. L.211-12	Durée maximale de travail (10h/jour, 48h/semaine)
Art. L.211-5	Durée normale de travail (8h/jour, 40h/semaine)
Art. L.211-29	Obligation d'inscription des prolongations au registre
Art. L.211-27	Régime des heures supplémentaires et majorations
Art. L.211-7	Période de référence pour le calcul de la durée moyenne
Art. L.211-30	Sanctions pour non-conformité

Bien que la loi n'impose pas de système d'alerte automatique, l'absence totale de mécanisme de détection des dépassements rend l'employeur incapable de démontrer sa diligence en cas de contrôle. Cette lacune peut être retenue comme circonstance aggravante par l'[ITM](#) ou le tribunal du travail.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.